

L'INDUSTRIE FINANCIÈRE

PLACE DE MARCHÉ

L'AIM plus stricte sur les entrées en Bourse

Accusé par le New York Stock Exchange (Nyse) lors du forum de Davos de laisser se coter des entreprises mal dirigées et ébranlées par des scandales, la plateforme britannique dédiée aux valeurs de croissance, l'Alternative Investment Market (AIM), s'engage sur la voie de la vigilance. Effectivement fragilisée par les scandales des sociétés Lengbar et Torex, l'AIM a annoncé hier la mise en place d'un code de conduite plus strict imposé aux 84 « nominated advisers » (ou Nomad) agréés, chargés des mises en Bourse. Ce nouveau cadre doit renforcer le travail d'analyse des candidats réclamé aux Nomad, en incluant la visite de site, l'analyse du management et de ses performances passées, la description des entités et filiales situées hors d'Angleterre et la détection d'éventuels dossiers judiciaires passés. Tout ce travail est requis « y compris si la société est basée en Chine ou en Inde ».

Les sociétés cotées devront aussi disposer d'un site Internet où figureront le prospectus d'introduc-

LE NOMBRE DE SOCIÉTÉS COTÉES SUR LE LSE*

	Janvier 2006	Janvier 2007
Marché officiel :		
Valeurs domestiques	1.345	1.270
Valeurs étrangères	330	318
Marché des valeurs de croissance	1.408	1.635
Total**	3.083	3.223

* London Stock Exchange
** Hors sécurité des marchés

Source : London Stock Exchange

tion, l'organigramme et la mention des différents pays où l'entreprise est présente. Selon les estimations de l'AIM, seul 80 % des sociétés cotées disposent aujourd'hui d'un site Internet. Un point délicat compte tenu de la forte présence d'émetteurs étrangers pour lesquels les investisseurs disposent de très peu d'information. Les règles plus souples de l'AIM par rapport à la cote officielle (« main market ») du LSE, qui à l'instar d'Alternext en France dispose du statut de marché organisé mais non réglementé, ont en effet attiré pléthore de PME internationales.

La plate-forme compte aujourd'hui 350 entreprises non britanniques dont 43 américaines, 41 chinoises, et 13 indiennes sur quelque 1.635 sociétés cotées. Plus vigilante mais toujours soucieuse de conserver son attractivité notamment face à l'émergence d'Alternext, l'AIM est toutefois restée fidèle au principe législatif anglais du « comply or explain ». Le Nomad devra ainsi respecter le code défini à moins de justifier d'une situation exceptionnelle qui lui permette de s'en dispenser. **c. g.**

ASSURANCE

LES FAITS. Les bons résultats d'AGF, dont le bénéfice est en hausse de 18 % à 1,9 milliard d'euros, interviennent dans un contexte d'attente du dépôt de l'offre de rachat de la totalité des actions de l'assureur par sa maison mère Allianz.

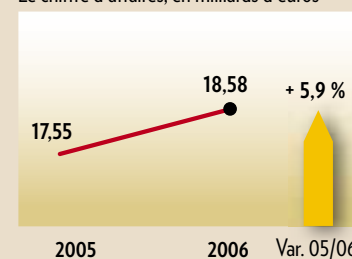
Nouveau rebondissement dans le feuilleton du rachat de 42,5 % du capital d'AGF par sa maison mère Allianz. Jean-Philippe Thierry, président d'AGF, a annoncé hier lors de la présentation des résultats 2006 que l'offre d'Allianz serait déposée devant l'Autorité des marchés financiers (AMF) « dans trois jours », soit vendredi prochain. Il considère que « l'offre est bonne » et que « la fusion n'est qu'une éventualité ». Dans son projet, la compagnie allemande avait en effet indiqué que, dans l'hypothèse où les actions apportées à l'offre d'achat n'atteindraient pas les 95 % nécessaires à un retrait obligatoire de la cote, il procéderait alors à une fusion transfrontalière.

DEUX SOLUTIONS

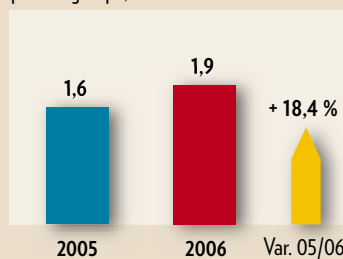
Perçue comme une menace par des actionnaires minoritaires représentés par Colette Neuville, présidente de l'Association de défense des actionnaires minoritaires (ADAM), la perspective de cette fusion est au cœur d'un débat juridique. Pour Colette Neuville, « une fusion entre une société européenne et une société nationale n'est pas prévue par le règlement européen sur les fusions transfrontalières ». De son côté, Jean-Philippe Thierry a affirmé hier que l'offre qui sera déposée « précèdera que la fusion est possible et

LE GROUPE AGF EN CHIFFRES

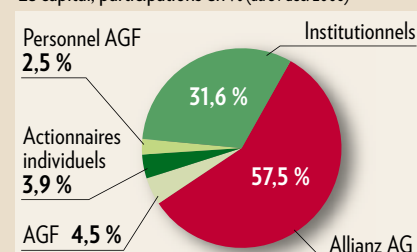
Le chiffre d'affaires, en milliards d'euros



Le résultat net part du groupe, en milliards d'euros



Le capital, participations en % (au 31 déc. 2006)



Source : Groupe AGF

qu'elle se fera dans des conditions protectrices et équitables pour les actionnaires AGF conformes aux méthodes multicritères applicables en France ».

L'assureur allemand aurait deux solutions pour réaliser la fusion. La première serait d'attendre la transposition en droit français et allemand de la directive européenne sur les fusions. « Cette transposition doit intervenir au plus tard le 15 décembre 2007 », affirme Olivier Diaz, avocat chez Darrois Villey, et conseil d'AGF. La fusion serait alors repoussée d'au moins plusieurs mois. L'autre solution juridiquement faisable, mais longue et coûteuse, serait de créer une nouvelle société européenne regroupant la société européenne d'Allianz déjà existante et AGF. Quant au prix en cas de fusion, il devrait « respecter les métho-

des de calcul de l'absorbante et de l'absorbée », indique Olivier Diaz, autrement dit mixer la méthode allemande et française.

QUELQUES JOURS POUR AJUSTER LE TIR

Reste que si la fusion était annoncée comme moins favorable que l'offre publique d'achat (l'équivalent de 126,43 euros par action), cela constituerait une « contrainte » pour les actionnaires minoritaires et « un détournement de la procédure de retrait obligatoire » selon Colette Neuville. Si aucune modification sur ces points n'intervient, elle est décidée à former un recours en justice, une fois que la décision de l'AMF sur l'offre d'Allianz aura été rendue.

Un tel recours prendrait trois ou quatre mois. « Même en l'absence de recours, le seuil de 95 % a toutes les

SITUATION DÉLICATE

Pour contrebalancer la position conflictuelle de Jean-Philippe Thierry à la fois président d'AGF et membre du directoire d'Allianz, le comité des conventions, dont la vocation est de prévenir les conflits d'intérêts entre Allianz et ses filiales, va être élargi. À ses quatre membres habituels dont trois indépendants (notamment le président Yves Cannac), vont s'ajouter les trois administrateurs indépendants du conseil d'administration : André Lévy-Lang, Dominique Ferrero et Klaus Luft. Leurs recommandations seront prises en compte dans la note en réponse qu'AGF devra adresser à l'AMF au sujet de l'offre d'Allianz.

chances de ne pas être atteint », selon Colette Neuville, qui estime que plusieurs fonds actionnaires d'AGF « totalisant beaucoup plus de 5 % » n'apporteront pas leurs titres à l'offre jugée trop peu généreuse, dans la mesure où elle inclut le dividende 2006 de 3,6 euros par action dans le prix au lieu de le distribuer. Face à ces obstacles, l'assureur allemand pourra-t-il mener son opération à son terme ? Ou devra-t-il renoncer comme Axa, en 2004, qui a dû résilier l'offre de reprise des minoritaires de sa filiale australienne Axa Pacific Holdings ? Allianz a encore quelques jours pour ajuster le tir. ■

SÉVERINE SOLLIER

WWW.latribune.fr

Industrie financière. Retrouvez en direct toute l'actualité du secteur.

L'assurance-vie moteur de la croissance

Le chiffre d'affaires a augmenté de 6 % à 18,6 milliards en 2006 grâce à la performance du groupe en assurance-vie. L'offre auto et bancaire a en revanche déçu.

Faute de pouvoir se réjouir de la tournure que prend le projet d'offre de rachat des minoritaires par Allianz, Jean-Philippe Thierry, le président des AGF aura au moins trouvé hier un motif de consolation dans la publication de bons résultats 2006. Pour ce qui sera sans doute le dernier exercice dans son périmètre actuel, l'assureur français a vu son bénéfice net bondir de 18 % à 1,9 milliard d'euros. Le groupe a par ailleurs enregistré une hausse de 6 % de son chiffre d'affaires à 18,6 milliards



Pour Laurent Mignon, directeur général d'AGF, le développement des réseaux de distribution en 2007 s'accompagnera d'une démarche tournée vers les clients et la retraite collective. Thomas Ribolowski/fedphoto

d'euros dans un contexte de baisse de la sinistralité. « En 2006, le groupe a poursuivi une croissance saine et solide de ses activités en ligne avec ses objectifs », a souligné la direction du groupe.

Une fois de plus c'est l'assurance-vie avec une progression à deux chiffres (+ 11 %) qui a été le principal moteur de la croissance en France. La hausse aurait même at-

teint 40 % si le groupe avait intégré le 1,2 milliard d'euros de transferts réalisés depuis septembre des contrats monosupports vers les multi-supports en vertu de l'amendement Fourgous.

Mais tout n'a pas été rose pour AGF en 2006. « L'automobile a été le point difficile de l'année », a reconnu Laurent Mignon, le directeur général. La mise sur le marché

en novembre de la nouvelle offre auto s'est en effet révélée « plus compliquée » que prévu. AGF a ainsi dû revoir ses tarifs à la baisse début janvier. Un ajustement payant puisqu'il a permis de faire chuter le niveau des résiliations des contrats, et de revenir à un taux de croissance des affaires nouvelles similaire à celui de début 2006, a précisé l'assureur.

« MARGES DE MANŒUVRE »

La déception était également de mise s'agissant de l'offre bancaire qui n'a pas enregistré les performances escomptées. « Nous avons encore des marges de manœuvre en matière d'offre bancaire et de parc auto », a insisté Laurent Mignon. Il a par ailleurs esquissé les « grands chantiers du groupe pour 2007 » à savoir le développement des réseaux de distribution, « une démarche davantage tournée vers les clients et la retraite collective ».

KRYSTÈLE TACHDJIAN ■